



PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité inter-Départementale
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme

Clermont-Ferrand, le 24 mars 2017

Département du Puy-de-Dôme

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société MAJ ELIS - Commune d'AUBIERE

***Projet de prescriptions complémentaires relatives à la
surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses
dans l'eau (RSDE)***

Rapport de l'inspection des installations classées au Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST)

P.J : projet de prescriptions techniques

La Société MAJ ELIS a transmis le 22 mai 2015 à l'Inspection des Installations Classées le rapport de synthèse de la surveillance initiale de la campagne de Recherche et de Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) réalisée sur les rejets industriels de son établissement situé 1, avenue du Roussillon, à Aubière.

L'objet du présent rapport est de proposer les suites à donner eu égard aux conclusions issues de l'analyse des résultats de cette surveillance initiale.

Ce rapport fera l'objet d'une présentation en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

1) CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les installations classées qui s'est traduite par une première phase de recherche en application de la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002.

Cette campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 63 établissements industriels et stations d'épuration urbaines sur la région Auvergne entre 2002 et 2007. Les substances recherchées (au total de 106) étant notamment celles visées par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Fin 2007, le rapport final de la première phase de cette action nationale a été rendu public.

C'est au vu du bilan présenté dans ce rapport que le Ministère en charge de l'environnement a décidé de mettre en œuvre une deuxième phase de l'action engagée par la mise en place d'actions généralisées à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation susceptibles de rejeter des substances dangereuses dans l'eau.

Les modalités de l'action de cette deuxième phase sont décrites dans la circulaire de la direction générale de la prévention et des risques en date du 5 janvier 2009 complétée par les notes du 23 mars 2010 et 27 avril 2011.

Cette circulaire, qui prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau directement ou via une station d'épuration, décline, de la manière suivante, l'action à mettre en place pour 18 secteurs d'activité industrielle, divisés en 38 sous-secteurs, identifiés à l'issue de la première phase comme susceptibles de rejeter des substances dangereuses concernées :

- une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- la remise d'un rapport d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- **une surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- la réalisation par l'exploitant d'une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- la remise par l'exploitant d'un rapport d'analyses qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

La campagne initiale de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau a été imposée à la Société MAJ à Aubière par arrêté préfectoral complémentaire n° 13/00268 du 8 février 2013.

2) EXPLOITATION DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

L'établissement MAJ ELIS, blanchisserie industrielle, rejette l'ensemble de ses rejets industriels, dans le réseau d'assainissement communal, raccordé à la station d'épuration de Clermont-Ferrand.

Les modalités de suivi de la qualité des rejets sont fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 2007 modifié.

Conformément à son arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2013, la société MAJ ELIS a réalisé la surveillance initiale de ses rejets industriels aqueux entre mars et août 2014 (soit 6 campagnes de prélèvement).

L'ensemble des résultats d'analyses ont été saisis sur le site internet de rsde-ineris ; les données n'ont pas été qualifiées d'« incorrectes-réduites » par l'INERIS ; par conséquent, les résultats ont pu être utilisés comme base pour examiner les caractéristiques du rejet.

Le rapport de synthèse de cette campagne de surveillance initiale a été remis par l'exploitant le 22 mai 2015, accompagné par l'état récapitulatif de la qualification attribuée par l'INERIS aux analyses.

3) PROPOSITIONS DE SUITES

Au vu des résultats des 6 analyses, nous proposons de pérenniser la surveillance sur le paramètre chloroforme. En effet, le flux journalier d'émission est d'environ 30 g, ce qui est supérieur à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 2 de la note ministérielle du 27 avril 2011 (20 g).

Cette surveillance pérenne sera trimestrielle (1 mesure par trimestre, durée de chaque prélèvement de 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation), sans limite dans le temps.

Toutefois, son abandon pourra être envisagé si la surveillance pérenne démontre l'absence de substances dangereuses en fonction des critères réglementaires.

Les résultats de cette surveillance devront être saisis dans l'application GIDAF qui est déjà utilisée habituellement par MAJ ELIS pour la saisie de ses résultats d'autosurveillance.

4) AUTRES MODIFICATIONS

4.1) Reclassement rubriques 4000

Suite à la parution du décret n°2014-285 du 03 mars 2014, créant les rubriques 4000, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité sous le régime de la déclaration pour les rubriques :

- 4130 avec une quantité maximale de produit stocké de 2,5 t ;
- 4441 avec une quantité maximale de produit stocké de 2,5 t.

Cela correspond notamment à l'acide formique qui était non classé sous la rubrique 1611 et qui devient classé sous la rubrique 4130.2.b, et le « personril » qui était non classé sous la rubrique 1200-2 et qui devient classé sous la rubrique 4441.2.

Par ailleurs, les produits qui étaient non classés sous la rubrique 1172 (notamment la Javel), le sont maintenant sous la rubrique 4510. Même si le seuil de classement n'est pas atteint, il semble important de faire apparaître ces produits dans le tableau de classement compte tenu de leur incompatibilité avec d'autres produits présent sur le site (l'article 7.5.10 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2007 encadre le risque de mélange de produits incompatibles). De plus, la présence du chloroforme dans les rejets, dont le projet ci-joint impose la surveillance, est lié à l'utilisation de Javel.

4.2) Textes applicables

La liste des textes applicables est complétée en rapport avec les nouvelles rubriques soumises à déclaration et des nouveaux textes publiés depuis arrêté complémentaire du 08 février 2013.

5) CONCLUSION

L'examen du rapport de surveillance initiale des rejets d'eaux industrielles de l'établissement d'Aubière de la Société MAJ ELIS a mis en exergue la nécessité de poursuivre la surveillance du chloroforme.

Il est proposé de mettre en place la surveillance trimestrielle du chloroforme sous 3 mois.

L'exploitant a été consulté par courriel du 04 mars 2016 sur le projet de prescriptions techniques ; il a demandé un délai pour transmettre des éléments complémentaires pour la mise à jour d'autres prescriptions de l'arrêté préfectoral (en particulier le classement dans les rubriques 4000). Le classement sous les rubriques 4000 a été transmis à la préfecture par courrier du 27 mai 2016.

Une nouvelle consultation de l'exploitant a été réalisée le 7 mars 2017. Par courriel du 24 mars 2017, l'exploitant indique qu'il n'a pas de remarque sur les prescriptions proposées.

Le projet annexé au présent rapport reprend les prescriptions techniques que nous proposons d'appliquer à l'exploitant après examen par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Rédigé le 24 mars 2017 par L'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées	Vérifié le 24 mars 2017 par l'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées	Approuvé le 24 mars 2017 par Pour la directrice régionale, Le chef de subdivision 63-1
Signé	Signé	Signé